

Société : Pavale SAS

## **Première contribution**

Je viens de lire les lois relatives aux contrats en conventions civiles et c'est une matière complexe.

Basiquement une convention fait la loi entre les parties et nul ne peut, même un juge, la modifier, l'annuler et/ou la modifier, ni même l'interpréter.

Une loi rétroactive est par essence illégale, avec une jurisprudence constante, de plus les lois européennes s'opposent aux rétroactivités.

A ces complications, s'ajoute que mon magazine ne dispose pas de numéro de commission paritaire n'étant pas considéré comme un organe de presse d'information, n'ayant pas de "news" et d'articles "informatifs" d'actualité, n'étant donc pas repris dans la classification des types de magazines énoncée par l'ARCEP.

Par un courrier du 7/12/2018 la Commission Paritaire des Publications et des Agences de Presse m'a avisé que : Pour revêtir la qualité de publication de presse, les écrits périodiques doivent avoir "un lien direct avec l'actualité et présenter un apport éditorial significatif. La Commission considère sur ce point qu'ils doivent traiter d'une diversité de sujets s'inscrivant dans la continuité des parutions successives en fonction de l'actualité. Elle estime que les revues doivent comporter un apport éditorial diversifié et renouvelé en fonction de l'actualité pour ne pas être assimilées à des ouvrages ayant une fin en soi. Or en ce qui concerne Chromes&Flammes, la commission a constaté que cette publication consacrée à la saga d'automobiles anciennes, ne présente pas de lien direct avec l'actualité. Elle a ainsi estimé que le contenu de Chromes&Flammes n'était pas renouvelé d'un numéro à l'autre en fonction des exigences de l'actualité et ne répondait pas dès lors aux caractéristiques exigées au sens des dispositions réglementaires précitées pour être qualifié de publication de presse. Au vu de ces éléments, la Commission a décidé de ne pas attribuer de Certificat d'inscription à cette publication. Cette décision ne remet pas en cause votre droit d'éditer et de paraître".

Je n'ai pas les moyens de me lancer dans un procès dont le fond est de quitter Presstalis qui ne me paye pas dans les conventions déterminées ou partiellement au moyen d'effets bancaires à très long terme pouvant mettre nos finances en difficulté car l'instabilité financière de Presstalis ne les incite pas à couvrir de tels moyens de paiement.

De surcroît Presstalis est en retard de ses échéances et me noie sous des montagnes de paperasses incompréhensibles même pour notre comptable.

C'est d'autre part en grande partie en cause des avantages sociaux mirobolants suite aux statuts privilégiés des ouvriers de la presse et leur surnombre chez Presstalis qui la met en difficultés financières...

Il m'est en effet peu agréable de devoir supporter une perte de 100.000 euros pour 5 numéros parus, alors que mes interlocuteurs Presstalis gagnent 8.000 euros brut mensuels avec des loisirs que je ne sais me payer.

Il est dès lors d'évidence que pour tenter de sauver Presstalis de sa gestion, c'est mon magazine qui risque d'être coulé... et je ne crois pas qu'aucune loi puisse aller en ce sens.

Je demande donc simultanément à cette réponse, l'assistance du service juridique MLP, agissant vraisemblablement pour un ensemble d'éditeurs en même situation.

Il m'est aussi loisible de laisser couler le titre en évoquant la responsabilité de Presstalis ou de sortir un magazine nommé différemment, mais c'est assez compliqué, de plus même condamné, Presstalis serait incapable de payer la moindre condamnation.

Tout ceci est donc une sorte de nasse, un piège abominable...

Bien à vous

## Deuxième contribution

Vous ne demandez pas comment vont les éditeurs ! Ils vont mal et s'ils en causent, ils n'osent pas dire publiquement (encore) qu'ils se sont fait piéger par Presstalis et qu'ils vont se casser la gueule ! Ils sont tous préoccupés de leurs parts de marché, des ventes médiocres eu regard au passé du temps des NMPP... et de combiner des coups fourrés aux éditeurs concurrents... Il n'y a plus de presse libre, les éditeurs sont inféodés à la pub..., sans pub c'est la ruine, ce ne sont pas les résultats de vente amputés par Presstalis avec la bénédiction de divers politiques qui permettent de payer les frais, les maquettistes, les journalistes et le "petit personnel des tacherons" qui vivent tout ça comme des précaires sans statuts ! Les éditeurs sont ponctionnés de pourcentages destinés à éviter que Presstalis se crashe et ce avec la bénédiction de grands groupes occupés à "faire le ménage" à leur profit... Déjà que sans Commission Paritaire on peut dire adieu aux abonnements, mais en plus être "IPG" sera bientôt le seul passe-droit pour publier..., les autres devront survivre avec la seule perspective de crever... Piégés..., avec les ponctions, quelques % ici et là, des oublis, des effets reportant les échéances et des oublis de compte ou se mêlent de savants calculs destinés à embrouiller les meilleurs comptables... En finale, on se rend compte trop tard qu'on est piégé..., mais tout le monde s'en f... Pour l'instant je décomprime de tout le stress engendré par la création du prochain numéro qui est en attente d'impression... Sortie prévue vers le 20 décembre... Je vais... Ouais... Je vais, je ne sais où... Je vais bien mieux que certain(e)s et moins bien que d'autres, ça se résume par un "Je fais aller"... Le prochain mag devrait être "TOP" mais j'en suis à me demander si ça vaut ma peine de le continuer..., les pertes financières deviennent préoccupantes, même si je fais le milliardaire qui n'en a rien à f... et édite pour s'amuser sans se préoccuper des coûts et surcoûts, la question est : "Est-ce ça en vaut la peine ?"... Oui par défi, mais non en rationalité..., la pub peine à venir, les gens veulent tout pour rien, et les ventes "papier" ne sont plus celles des magazines d'il y a 40 ans... Le monde change... De plus je dois subir la haine d'une bande d'abominables qui, aux ordres d'autres éditeurs aux abois, déversent des tonnes de fiel sur divers réseaux sociaux me concernant ainsi que C&F qu'ils nomment "Torchon"... Fi donc des deux graphistes qui réalisent des présentations qu'aucun autre mag ne réalise, des 148 pages sur papier luxe avec couverture épaisse et plastifiée et avec dos-carré... Comme mon humour reste intact, je me dis que le Jésus, ils l'ont crucifié, démonstration qu'il aurait du ne pas être inventé ou, si... qu'il aurait mieux fait d'aller en exploration d'une autre galaxie et laisser les inhumains s'entre-tuer... Bref..., je m'amuse toujours autant à tapoter divers articles, mais je reste convaincu que la presse-papier c'est mort..., trop compliqué et trop cher à fabriquer et trop peu d'enthousiastes en finales.... Le plus affreux c'est que je pense souvent être bienheureux d'avoir 71 printemps (hivers compris) en mai 2020 pour en finir avec les trop nombreux imbéciles... Quoique, c'est jouissif de finalement se f... de leurs gueules de pifs dégénérés complètement obtus dont les attitudes simiesques expliquent le pourquoi des guerres et massacres que subit l'humanité depuis qu'elle existe... Voilà... Donc, je vais plus ou moins bien grâce à l'humour et l'amour, je me passerai de tout le reste... Wait and see ! 😊 En finale, à force de scier sa branche, les éditeurs foncent en numérique espérant un miracle comme Médiapart... C'est comme le gros lot de l'Euromillion...